

Jun 2011 / N°3

Bull'Infos se propose de fournir des informations synthétiques sur les DESC. N'hésitez pas à nous contacter, à nous faire part de vos suggestions : Peuples Solidaires DESC 33, 11 rue du Maréchal Juin. 33290 Blanquefort. Peupleso.desc33@laposte.net

Edito

Au Brésil comme en Inde, des hommes et des femmes se mobilisent pour faire respecter leurs droits fondamentaux. Maïra Martins est venue en témoigner à Bordeaux et Blanquefort.

La *Fédération Peuples Solidaires* relaie en France leurs actions ; la dernière Assemblée Générale a été l'occasion de redynamiser chacun et chaque groupe local.

En Gironde, une marche mensuelle, en solidarité avec les paysans sans terre de l'Inde, est l'occasion de faire connaître et de soutenir leur lutte collective et non violente en particulier leur marche prévue en octobre 2012 (100.000 marcheurs se retrouveront à Delhi.)

Bonne lecture !

« Agir pour le respect des droits fondamentaux »

Qui sommes-nous ?

DESC33 est une association créée en 2008 à l'initiative de militants de la solidarité internationale, membre de la *Fédération Peuples Solidaires*.

DESC 33 privilégie une approche par le respect des droits et tout particulièrement des Droits Economiques Sociaux et Culturels (DESC).

Ces droits fondamentaux sont définis par des textes internationaux (Déclaration universelle des droits de l'Homme, Pacte International relatif aux DESC, Conventions de l'Organisation Internationale du Travail,...). Ces textes sont ratifiés par de nombreux pays et pourtant trop souvent les droits sont bafoués à travers le monde.

DESC 33 a plusieurs buts :

- Soutenir des collectifs en lutte au Sud en relayant les « Appels urgents » pour contribuer à renforcer les sociétés civiles et créer les rapports de force nécessaires dans la défense de ces droits.
- Participer à des actions d'information : participation à des manifestations (Semaine de la Solidarité Internationale, fêtes...), organisation de rencontres (marches solidaires).
- Mener un travail de réflexion et de recherche ; mieux connaître, faire reconnaître et respecter les droits, en articulation avec la citoyenneté et la solidarité.

Luttes contre la faim et la pauvreté

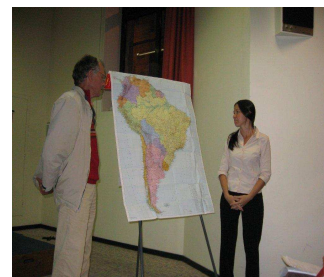
L'expérience d'Action Aid au Brésil

*Répondant à l'invitation de Peuples Solidaires DESC33 et Artisans du Monde, la sociologue brésilienne Maïra MARTINS, Chargée de mission Souveraineté alimentaire à Action Aid Brésil, est venue, lors de deux rencontres à Bordeaux et Blanquefort, les 3 et 4 mai 2011, nous présenter le travail de l'ONG en matière de lutte contre la faim et la pauvreté, avant de se rendre au G8 / G20 pour y faire entendre la voix des pays pauvres et émergents, au sujet des thèmes cruciaux que sont la souveraineté alimentaire, l'accès à la terre et les droits des femmes, l'agriculture durable et l'agro-écologie. Lors de son escale bordelaise, Maïra MARTINS a pu également, à l'initiative des membres du DESC 33, se rendre à l'Institut de formation et d'appui aux initiatives de développement (IFAID) pour un temps d'échange avec le Directeur et des étudiants**

Avec une population de 203 millions d'habitants, une superficie de 8 511 965 km², le Brésil, grand exportateur de matières premières (sucre, café, jus d'orange, éthanol, viande d'élevage, fer ...), membre du G8/G20, de l'IBSA (Inde, Brésil, Afrique du Sud) et du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), est aujourd'hui la 8^{ème} puissance économique mondiale.

Pourtant, si le Brésil n'est pas a priori un pays pauvre, il n'en demeure pas moins caractérisé par de criantes inégalités sociales et une extrême concentration des richesses : en 2003, 21 millions de Brésiliens étaient encore en situation d'extrême pauvreté et en 2004, 14 millions d'entre eux souffraient de la faim.

Les personnes pauvres consacrant de 50 à 80 % de leurs revenus à l'achat de produits alimentaires, l'augmentation des prix des produits alimentaires de ces dernières années a ponctionné d'autant la part du budget des ménages consacrée à l'éducation et à la santé.



En 2011, 1% des propriétés agricoles du Brésil concentrent 44% des terres consacrées à l'agriculture (monoculture). L'agro-industrie détient 75,7% de l'espace rural. Dans le même temps, 50% des propriétés rurales font moins de 10 hectares et représentent 2,6% des terres. Les **petits paysans occupent 25% de l'espace rural, représentent 75% de la main d'œuvre agricole du pays et produisent plus de 60% de la production alimentaire des Brésiliens.**

La crise alimentaire au Brésil résulte de la conjonction de plusieurs phénomènes : la spéculation sur les denrées alimentaires et les ressources énergétiques, l'augmentation du prix des terres agricoles, le développement des agro-carburants, le dérèglement climatique, l'absence d'instances et d'outils de régulation des marchés et l'insuffisance et le manque de coordination d'une politique de stockage des produits alimentaires.

Ce constat a amené *Action Aid International*, dès 1998, à ouvrir une antenne au Brésil. Présente dans 13 états du géant sud-américain, l'ONG regroupe 24 projets situés dans les zones urbaines ou rurales les plus pauvres, principalement au sud-est, au nord et nord-est du pays et touche plus de 300 000 personnes. L'ONG Brésilienne est financée pour partie par les dons de solidarité mensuels (sur 20 000 donateurs, 6 000 sont Brésiliens) et par des partenariats avec des fondations et des entreprises devant répondre à des critères de sélection précis. Le gouvernement brésilien ne participe pas.

Action Aid Brésil privilégie quatre axes de travail : le droit à l'alimentation, les droits des femmes, le droit à la participation (démocratie et gouvernance) et le droit à l'éducation.

Action Aid travaille en priorité dans les régions les plus déshéritées, en étroite collaboration avec les partenaires locaux (associations, syndicats, communautés), régionaux et nationaux. Un partenariat dure en moyenne 10 ans.

Action Aid participe au Programme d'accès à l'alimentation (PPA) du gouvernement basé sur le développement de l'**agriculture familiale paysanne**. Il préconise la mise en relation des petits agriculteurs pauvres et des consommateurs pauvres, l'achat direct de produits alimentaires aux organisations de petits paysans au prix du marché, la redistribution gratuite de ces produits de qualité aux écoles, aux hôpitaux et aux familles dans le besoin, la constitution de stocks et le développement de la mobilisation et de l'organisation locales. 160 000 petits paysans sont concernés par ce programme et 15 millions de personnes en bénéficient.

A Mirandira, par exemple, petite ville au nord-est du Brésil, dans la zone semi-aride, le PPA a permis de développer des systèmes de rétention d'eau pour développer l'agriculture et notamment l'agro-écologie et de faciliter l'accès au marché local et aux transports. Le projet a débuté en 2005 avec 82 familles pour compter en 2008, 393 familles. Près de 3.000 personnes ont reçu une aide alimentaire par le biais des crèches, des écoles ou des institutions d'assistance sociale. Les habitudes alimentaires ont évolué avec l'apport de fruits et de légumes et de produits sains, sans pesticide et engrais. La santé des enfants s'est améliorée et la fréquentation à l'école a augmenté. *Action Aid* souhaiterait développer le PPA dans d'autres pays.

D'autres actions sont mises en place par *Action Aid*, notamment pour promouvoir le travail des femmes, l'accès à un revenu et leur autonomie, celles-ci menant souvent des activités spécifiques au sein de l'agriculture familiale (potager, basse-cour, arbres fruitiers...). Ainsi, des activités de transformations des produits (concassage d'amandes, de noix pour la fabrication de produits cosmétiques, d'huiles) peuvent ensuite s'intégrer dans le circuit du commerce équitable.

Enfin, *Action Aid* encourage systématiquement une agriculture respectueuse de l'environnement et le développement de l'**agro-écologie**, en s'appuyant sur l'expérience des paysans locaux. Elle s'investit dans des programmes visant à valoriser le travail des groupes de producteurs de la forêt, à diversifier les productions agricoles et d'élevage. Elle soutient l'utilisation, la sauvegarde, le stockage de variétés et d'espèces locales, notamment en matière de semence (création de banques de semences traditionnelles dont les plus répandues sont le maïs, les haricots et les fèves). Elle se mobilise pour impulser des programmes de rétention et de distribution d'eau. Cette agriculture demande néanmoins beaucoup de main-d'œuvre avant que les sols puissent être mis en valeur, ce qui freine l'adhésion d'un grand nombre de petits paysans.

Le gouvernement du Président Lula (2003-2010), sa forte mobilisation dans la lutte contre la pauvreté et la faim (augmentation du salaire minimum, mise en place des programmes Faim Zéro et Accès à l'alimentation, création d'un Ministère du développement social et du combat contre la faim et réactivation d'un Conseil national de sécurité alimentaire), sa politique volontaire de développement de la Coopération Sud-Sud et le

travail de nombreuses ONG telles que *Action Aid*, ont permis, dans un contexte de crise alimentaire mondiale touchant un milliard d'individus et de forte volatilité des prix des matières agricoles et énergétiques, de ramener le nombre d'indigents à 8,9 millions en 2008 et celui des personnes souffrant de la faim à 11 millions en 2009.

Ces résultats ont été obtenus par des mesures simples, de bon sens et sont facilement transposables à d'autres pays émergents, souvent moins riches que le Brésil. De tels programmes doivent résolument s'inscrire dans le cadre d'une coopération internationale.

Malgré tous ces efforts et ces résultats prometteurs, de grandes zones d'ombre persistent.

L'extension des domaines de culture de la canne à sucre (10% des terres agricoles) et de l'élevage de bétail (200 millions d'animaux occupent 177 millions d'hectares) continue, se déplaçant peu à peu sur le domaine de la forêt amazonienne ; le projet du plus grand barrage du monde (Belo Monte) est acquis malgré de fortes mobilisations, l'achat de terres pour la production d'agro-carburants (la production de soja a progressé de 84% entre 1990 et 2008, passant de 11,5 millions d'hectares à 21,2) par de grandes entreprises étrangères marque une pause, suite au lancement d'une enquête gouvernementale mais l'indice de concentration des terres (GINI) progresse... Le Brésil reste également le champion du monde de l'utilisation de pesticides et le deuxième producteur de cultures OGM de la planète. Autant de menaces pour la sauvegarde de l'environnement, l'accession à la souveraineté alimentaire et un développement durable basé sur une agriculture paysanne familiale et l'agro-écologie. D'autant plus qu'une récente proposition de loi vise à réduire la surface des zones naturelles protégées.

Enfin, subsiste le casse-tête du cadastre brésilien, dont le manque cruel de visibilité et de crédibilité (nombre de titres fonciers plus important que celui des terres disponibles, corruption, collusion du pouvoir politique et de l'agro-industrie, terres vacantes de l'Union...) condamne à court terme toute réforme agraire profonde.

Si la pression exercée par le *Mouvement des Sans Terre* a permis d'aboutir à une première étape dans la redistribution des terres avec la

mise en place par l'Institut national de la colonisation et de la réforme agraire (INCRA) de l'assentamento, consistant à diviser en lots les terres d'une grande propriété, et à les attribuer à de petits paysans, le système bute sur un paradoxe : le MST préconise la concession d'usage alors que les paysans souhaitent un titre de propriétaire.

**DESC 33 remercie tout particulièrement Jean-Luc Pelletier pour sa disponibilité et son remarquable travail d'interprète*

ASSEMBLEE GENERALE de la *Fédération Peuples Solidaires*

Peuples Solidaires DESC 33 était représenté à l'AG qui s'est tenue les 2 et 3 avril 2011 à Paris.

Comme l'écrit Jean-Paul SORNAY, Président de la *Fédération Peuples-Solidaires*, dans le dernier bulletin d'information :

« Une belle AG, plus de groupes présents qu'à l'AG précédente pourtant électorale ! L'évènement de cette AG était sans conteste la présence d'Irène Ovonji Odida, présidente d'*ActionAid International* ... ».

En début d'AG, le premier temps fort a été la présentation du rapport d'activités, qui a suscité de nombreux échanges entre la salle, des membres du conseil national et l'équipe exécutive qui suit le dossier des « Appels Urgents » au niveau national.

Les débats du samedi se sont poursuivis avec l'intervention de la présidente d'*ActionAid International*.

Pour notre groupe qui s'interrogeait sur la pertinence de l'alliance de la *Fédération Peuples-Solidaires* et d'*AAid*, cette rencontre a été éclairante et rassurante.

Petit rappel :

ActionAid (AA), ONG initialement anglaise, devenue réseau international en 2003, présente dans 50 pays, a développé des activités de campagne et de lobby. AA travaille avec plus de 2 000 partenaires (dont 1 000 organisations en Afrique, 365 en Amérique Latine et 430 en Asie). Près de 90% de ses 1 800 employés sont originaires des pays du Sud. *Peuples Solidaires* a signé en 2009 un accord d'association avec *ActionAid*.

Irène Ovonji Odida a rappelé la philosophie de cette ONG et les raisons pour lesquelles elle a souhaité s'associer avec la *Fédération Peuples Solidaires* : « La dimension militante de Peuples Solidaires, basée sur ses groupes locaux répartis sur l'ensemble du territoire **et sur le réseau de signataires** des « Appels Urgents », soutenant les luttes des organisations civiles du Sud dans la défense de leurs droits, vient donner beaucoup d'énergie à AA. Les valeurs communes que nous partageons sont une richesse pour la poursuite de l'engagement sur le long terme des deux organisations ».

Par ailleurs, elle a retracé l'évolution d'AA : « La pauvreté est un déni de droit, AA est passée dans les années 1990, d'une aide aux personnes (charité) à une approche d'aide par les droits. Son travail consiste à soutenir les personnes pauvres pour qu'elles revendiquent leurs droits, et fassent entendre leurs voix pour améliorer leurs conditions de vie. En 2004, la stratégie de l'ONG a été d'étendre son action aux pays riches pour mener sa mission de plaidoyer en interpellant aussi les pouvoirs politiques du Nord, d'où en France, son affiliation avec la *Fédération Peuples Solidaires* ».

L'AG s'est poursuivie dans la soirée, autour du Forum Social Mondial de Dakar, en présence de Bernard Salamand, président du CRID (Centre de Recherche et d'Information sur le Développement), d'Irène Gunepin retraçant son périple militant en vélo de Nancy à Dakar, et des participants au Forum, présentant les débats co-organisés par la *Fédération Peuples Solidaires* et le compte rendu de la rencontre avec *AA Sénégal*.

La matinée du dimanche a été consacrée à la présentation d'un pré-diagnostic organisationnel de la Fédération, qui a permis de mettre en exergue sans concession ses forces et ses faiblesses.

En effet, en 2011, Peuples Solidaires a bénéficié du FRIO (Fonds de Renforcement Institutionnel et Organisationnel), dispositif d'accompagnement technique et financier des ONG françaises, ayant pour objectif de renforcer leur efficacité et leur professionnalisme.

L'établissement de ce pré-diagnostic est, la première étape d'un processus, qui se poursuivra par une réflexion de définition de la stratégie 2012-2017 de la *Fédération Peuples Solidaires*.

Une AG, qui a donné aux participants un nouvel élan pour se projeter dans la poursuite de leurs actions de solidarité qui vont se mener, dans les mois à venir, à un moment clé de l'histoire de la *Fédération Peuples Solidaires* !

EKTA PARISHAD en INDE

La marche JAN SATYAGRAHA 2012 se prépare déjà !!!: voici des nouvelles au niveau international (FSM de Dakar), national (Inde) et local (marches solidaires mensuelles et marche à Blanquefort)



* A Dakar, janvier 2011

Sept responsables d'Ekta Parishad ont participé à huit événements majeurs du Forum Social Mondial, centrés surtout sur les questions du droit à la terre. Cette équipe a présenté le projet de la marche de Jan Satyagraha 2012. Elle a été invitée pour écrire la Déclaration de Dakar. (<http://www.dakardeclaration.org>, cliquer sur français)

L'équipe a pris contact avec plus de 350 militants pour une Action Globale 2012.

* A Delhi, mars 2011 : meeting international

Du 1^{er} au 5 mars, 30 militants d'Asie, d'Afrique, d'Amérique du Sud et du Nord, d'Europe sont venus à Delhi pour partager leur parcours et bâtir le projet d'une « *Campagne globale 2012* ».

Un réseau international fort est nécessaire pour faire pression sur les gouvernements et les acteurs internationaux pour arrêter les accaparements des terres et défendre le droit à la terre.

Une coopération étroite et réelle est mise en place se traduisant par une déclaration commune écrite et des engagements pour un soutien aux actions menées par chaque organisation (dont certaines seront simultanées en octobre 2012). Le mot d'ordre du mouvement Global 2012 est de permettre le contrôle par le peuple de la terre et des moyens de survie.

Appel du mouvement Global 2012 :

« ...La terre est un don à l'humanité, par conséquent le droit des gens sur la terre et les moyens de survie est fondamental. Il est inacceptable que des milliards d'êtres humains souffrent de la faim, de la misère et du manque de dignité à cause des effets des modes de développement actuels, où la terre, l'eau, la forêt et les ressources minières sont de plus en plus contrôlées, à travers des

pratiques corrompues, par des entreprises et des institutions financières... » (pour en savoir plus sur la Campagne globale 2012 : <http://southsouthsolidarity.org>)

*A Delhi, du 6 au 8 mars

□ 10 000 militants d'Ekta Parishad se sont réunis à Delhi pour lancer un avertissement au Gouvernement central. Si le Gouvernement n'applique pas les promesses faites après la marche de Janadesh 2007, ces militants mobiliseront et géreront la grande marche de 2012.

□ *Le 6 mars*, un meeting public a eu lieu pour discuter du mémorandum qui sera remis au Premier Ministre. Jusqu'à maintenant l'arrêt des conversions des terres agricoles pour des utilisations non agricoles, l'application du plafonnement des terres et la distribution des terres non pas été adoptées. La création de tribunaux pour régler les problèmes fonciers et le système de guichet unique n'ont pas été sérieusement pris en compte par le gouvernement.

□ *Le 7 mars* un sit-in a été organisé devant le parlement. Une représentante du gouvernement annonce que le Premier Ministre accélèrera la procédure pour réunir le Conseil pour les Réformes Agraires. Rajagopal est reçu par le Premier Ministre ce jour-là.

□ *Le 8 mars*, un meeting s'est tenu sur le thème « Donner la parole aux femmes sur la corruption ». 20 femmes ont reçu un prix pour leur remarquable engagement dans la lutte pour les droits.

Lexique :

Ekta Parishad : Forum uni
Alliance de 400 organisations réparties sur 14 Etats de l'Union Indienne

Janadesh 2007 : le verdict du peuple
marche pacifique de 25.000 ruraux : paysans-paysannes, dalits (intouchables), adivasis (tribaux des forêts), de Gwalior à Delhi (350 kms durant 1 mois)

Jan Satyagraha 2012 : marche non-violente
Marche en préparation et qui réunira 100.000 paysans-paysannes, dalits et adivasis.
Départ le 2 octobre 2012, date anniversaire de la naissance de Gandhi. Arrivée à Delhi pour présenter leurs revendications concernant leurs droits fondamentaux (accès à la terre, à l'eau, à la forêt, droits des femmes etc...).
Marches de soutien organisées dans différents pays et présences d'internationaux (dont Peuples Solidaires France).

SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

En 1996, l'ONU et la FAO se sont engagées à réduire de moitié d'ici 2015 le nombre de personnes victimes de l'extrême pauvreté (moins de 1 dollar/jour) et de la faim. Or la population en question a augmenté de 200 millions de 2007 à 2009 : **un milliard de personnes sont concernées.**

Le pari du développement de l'agro-industrie (ne s'adressant qu'aux marchés solvables) pour un meilleur approvisionnement au niveau mondial est un échec : 70 % de personnes concernées vivent à la campagne (petits paysans, ouvriers agricoles, paysans sans terre). En même temps, le processus d'accaparement des terres s'accélère. **Il faut donner la priorité à l'agriculture paysanne et familiale** qui, elle, privilégie les cultures vivrières et les marchés locaux et favorise la diversité de productions mieux adaptées localement.

Rappel :

●Paysans :

40 % de la population mondiale (2% en moyenne dans les pays développés et 70% dans les pays en développement).

●Exploitations agricoles :

1,3 milliard environ, seulement 2 % sont mécanisées et alimentent la moitié de la population mondiale

• L'impasse de l'agrobusiness :

- *Sur le plan humain*, celui-ci offre des conditions de travail précaires et souvent indécentes et crée du chômage du fait de la mécanisation de la production.

- *Sur le plan économique*, les coûts de transformation de la production en produits industriels les rendent trop chers dans les lieux de la grande distribution pour les populations qui souffrent de la faim.

- *Sur le plan industriel et technique* : la recherche de performances élevées sur le court terme et la trop grande spécialisation entraînent des risques environnementaux et sanitaires (déséquilibre écologique, réduction de la biodiversité, fertilisants et pesticides, surconsommation d'énergie). Malgré tout cela, le rendement a tendance à stagner.

• L'accaparement des terres

est dû à plusieurs facteurs : le développement des agrocarburants, la croissance de la population et de l'urbanisation dans certains pays, l'épuisement des terres et des réserves d'eau, une demande forte de certaines matières premières d'origine naturelle (fibres, dérivés du bois), sans oublier la spéculation foncière. Les agrocarburants en plein essor entraînent la concentration foncière, la monoculture et font monter le prix des denrées alimentaires considérées comme des matières premières industrielles (+ 30 % en 2008).

• Priorité à l'agriculture paysanne et familiale,

dans la perspective des 9 milliards d'êtres humains vers 2050 ; cela veut dire d'abord **l'accès à la terre comme préalable** en vue de promouvoir une agriculture inspirée de l'agro-écologie, tenant compte des connaissances traditionnelles adaptées localement, mais

enrichies des connaissances modernes de la recherche agronomique et utilisant une forte densité de travailleurs (baisse de l'exode rural). L'enjeu est d'obtenir des rendements élevés, de la valeur ajoutée, d'organiser une politique de stockage et de transformation des éléments de la production, (cf. les résultats positifs obtenus dans plusieurs pays du nord et du sud en Europe, Amérique et pays d'Asie).

• *Une régulation internationale à construire d'urgence :*

nécessité d'établir des cadres législatifs nationaux et internationaux. Cela passe par le soutien des associations de solidarité internationale (comme *ActionAid* et la *Fédération Peuples Solidaires*) aux agriculteurs contre l'accapement des terres, par l'intervention des associations auprès des organisations internationales.

En 2009-2010, la *Fédération Peuples Solidaires* a soutenu les revendications de collectifs malgaches en vue de l'annulation d'accord entre l'Etat malgache et l'entreprise coréenne Daewo. *ActionAidKenya* a soutenu la demande d'annulation d'un projet de culture d'agrocarburant (plante jatropha) sur 50.000 hectares de forêts

En avril 2009, lors du Forum international, sur "L'accès à la terre dans le contexte de crise alimentaire, écologique, économique et financière mondiale", (forum organisé par la *Fédération Peuples solidaires* en partenariat avec la *Confédération Paysanne*) a été adoptée une "Charte de défense du droit des paysannes et des paysans à la terre".

→ pour en savoir plus sur ce Forum, consulter le site www.Peuples-solidaires.org puis ouvrir l'onglet « s'informer, c'est déjà agir » et dans le paragraphe Rapports-documents choisir le Forum.

DES MARCHES SOLIDAIRES

organisées par *Peuples Solidaires DESC 33*

Du parc des Iris, à celui de l'Ermitage en passant par les bords de Garonne et les ruelles du vieux Lormont tel était le parcours de la troisième marche solidaire : « Un parcours surprenant associant orchidées sauvages et cabane volante, Garonne et pont suspendu, marche en file indienne par les petits chemins et descente vers une ancienne carrière avec des marcheurs, venus parfois de loin, s'étonnant d'une telle diversité... ».

Toutes les cinq semaines environ

(depuis mars 2011 et ce jusqu'en octobre 2012), une marche au travers des parcs de la région bordelaise est organisée par *Peuples Solidaires DESC33*



en soutien aux paysans d'Inde qui défendent le respect de leurs droits (accès à la terre, à l'eau, aux semences, à l'éducation, à la santé...).

Ces marches, de deux heures environ, sont suivies d'un goûter sorti du sac et d'une présentation de JAN SATYAGRAHA 2012 (voir article ci-dessus) <http://www.ektaparishad.com/jansatyagraha-2012>

PROCHAINES MARCHES :

26/06 – Pessac –

Eco-site du Bourgailh : 14h00

Avec cette marche solidaire n°4, nous poursuivons la découverte des parcs de l'agglomération bordelaise. L'éco-site du Bourgailh, ou comment la décharge de l'agglomération fermée en 1991, a été transformée en un parc public : exceptionnelle reconversion d'un espace dégradé en une forêt de 70 hectares avec ses belvédères pour découvrir le paysage et observer la nature environnante, sa production de biogaz....

13h50 : RDV parking – Rue de Beutre – (à côté centre de recyclage)

23/07 – Bordeaux-centre :

19h30 : pique-nique indien tiré du sac - quai rive droite face au jardin botanique /
21h00 – 23h00 : marche à travers les rues de Bordeaux-centre à la découverte des grands militants des Droits de l'Homme

11/09 – Cenon - Parc du Cypressat : 14h00

En NOVEMBRE à Blanquefort,

nous organiserons une marche de solidarité à l'occasion du mois de l'Inde à Blanquefort et de la SSI (Semaine de la Solidarité Internationale)

→ *Pour participer à ces marches, s'inscrire par mail, par téléphone ou... se présenter au rendez-vous 10 minutes avant le départ.*
06 87 86 55 91 peupleso.desc33@laposte.net